



Veillez trouver ci-dessous la réponse que Nathalie Arthaud a déjà eu l'occasion d'adresser au sujet des énergies.

1/ Êtes-vous pour ou contre le fait de sortir le gaz et l'électricité du marché et de la concurrence

"En tant que communiste, je suis opposée à ce que l'organisation de la production et la distribution du gaz, de l'électricité soient soumis à la loi du profit. On en voit depuis quelques mois les effets avec la flambée des prix de gros du gaz sur le marché mondial du fait de la concurrence et de la spéculation. »

Si depuis quelques mois, les prix de gros du gaz et de l'électricité flambent sur le marché mondial c'est bien du fait de la concurrence et de la spéculation. Cette envolée, que vont subir durement les ménages résulte des tares d'une organisation économique où tous les acteurs, industriels ou producteurs d'énergie, sont libres de produire ce qu'ils veulent, sans aucune planification et en cherchant le profit maximum. Pire encore, dans les pays comme la France, où l'électricité est très massivement produite par une seule entreprise, EDF, à travers des centrales nucléaires dont les coûts de production ne dépendent ni du vent ni du gaz, l'État a délibérément organisé la concurrence avec des fournisseurs qui ne produisent rien.

Il y a plusieurs décennies, lorsque sous la pression de certains milieux patronaux EDF a ouvert son marché à la concurrence, la raison officielle claironnée partout pour justifier l'ouverture des marchés à la concurrence, c'est que celle-ci fera inmanquablement baisser les prix. Mais c'est tout le contraire qui s'est passée, bien avant même l'actuelle envolée des prix.

Je milite pour que l'énergie, mais aussi la santé, les transports, le logement, en fait l'ensemble des activités sociales soient organisés en fonction de l'intérêt général et de la majorité de la population. Et cela ne sera possible que si les travailleurs eux-mêmes décident de cette organisation, de ce qui doit être prioritairement produits, de quelle façon...

Telle n'était pas la situation à l'époque où EDF était totalement contrôlée par l'État. En effet, la nationalisation d'EDF, au lendemain de la guerre, a répondu aux besoins de la classe capitaliste, lui permettant de bénéficier du développement du secteur énergétique en laissant à l'État le soin de procéder aux énormes investissements nécessaires.

Avant même d'être privatisé, EDF fonctionnait à l'étranger exactement comme n'importe quelle société privée, pressurant ses clients, n'ayant pas le moindre respect du service public, exploitant sans vergogne le personnel, procédant à des licenciements, etc. Quant aux prix, on voit ce qu'ils sont devenus.

En réalité, « sortir du marché et de la concurrence » nécessite de remettre en cause l'organisation capitaliste de l'économie. Car le capitalisme c'est la concurrence, la spéculation. D'immenses possibilités scientifiques et techniques ont été développées. Mais la bourgeoisie, qui détient un pouvoir absolu sur ces moyens de production, est incapable de les mettre au service de l'humanité. Et les Etats sont à son service, en France comme ailleurs.

Seul un contrôle des travailleurs pourra permettre de mettre en place une organisation du secteur du gaz et de l'électricité fonctionnant réellement au service du public »

2/ Êtes-vous favorable à la renationalisation d'EDF et d'Engie (ex-Gaz de France) ?

Pendant des décennies, Edf, nationalisé, a délivré de l'électricité aux grandes entreprises à un tarif à la limite du coût de production, compensé par ce que payaient les particuliers.

La nationalisation a donc permis à l'Etat de sauvegarder les intérêts financiers des gros capitalistes, pas ceux des travailleurs. Alors je ne pense pas que l'objectif des travailleurs doit être de se battre pour remettre en place ce système, mais d'arracher la direction de la société des mains des capitalistes.

Cette économie de marché a été transformée en un vaste casino planétaire par la domination de la finance et la circulation des capitaux spéculatifs en quête de placements rapportant vite et beaucoup. Un tel fonctionnement est nuisible non seulement pour la planète et l'environnement mais pour l'humanité dans une multitude de domaines. Tous les choix en matière de production, de distribution et de consommation d'énergie devraient être faits en toute conscience, de façon réfléchie et discutés démocratiquement par la collectivité et pas sous la pression de groupes industriels et financiers mus par leurs seuls espoirs de profits.

Dans le domaine énergétique comme dans les autres, la seule perspective raisonnable est un plan d'ensemble réfléchi, concerté et basé sur l'intérêt général pour décider des modes d'énergie à utiliser, à favoriser ou pas, et des gisements à exploiter, et dans quelles conditions. Il faut produire l'énergie de façon rationnelle, en tenant compte d'une multitude de contraintes : la sécurité des travailleurs et des riverains, la préservation des ressources, le coût en termes de travail humain. Cela nécessite que les travailleurs qui font fonctionner au quotidien les entreprises et l'économie, prennent directement le pouvoir en enlevant tous les leviers de commandes des mains des capitalistes et des banquiers.

3/ Quelles sont les mesures que vous mettrez en œuvre pour réduire l'impact des factures sur le pouvoir d'achat des « clients » particuliers et professionnels ?

Pour garantir le pouvoir d'achat des particuliers, alors que les prix flambent, il faut imposer des augmentations de salaires de [300, 400, 500](#) euros pour rattraper le pouvoir d'achat perdu. Pas un salaire, pas une pension, pas une allocation ne doivent être inférieurs à 2000 € net par mois. Face au retour durable de l'inflation, la seule protection, c'est l'indexation des salaires, des pensions et des allocations sur les prix. Pour ce qui est des professionnels, je fais une différence entre les artisans, petits commerçants et les grands groupes capitalistes. L'État qui n'a jamais rien refusé aux grands groupes industriels se préoccupe bien souvent d'alléger leur facture. Il faudrait au contraire mettre à contribution les profits des plus grandes entreprises.

4/ Êtes-vous favorable à la modification de la loi Energie-Climat de 2019 qui fixe la neutralité carbone en France pour 2050 et prévoit notamment la dépendance au nucléaire ? Et prévoit la fin des tarifs réglementés pour le gaz et l'électricité ?

Les gouvernements peuvent bien légiférer, instaurer des normes plus sévères, instaurer des taxes supplémentaires, et ils ne s'en privent pas, mais chacune de leurs décisions respecte la propriété privée et les intérêts des industriels qu'ils représentent.

Dans une économie rationnellement organisée, prenant en compte l'intérêt à long terme de l'humanité, il serait absolument nécessaire de se préoccuper de la gestion des matières premières, de l'impact de la production sur l'environnement et le climat... Le capitalisme en est totalement incapable : chaque capitaliste ne se préoccupe que de son profit à court terme sans se soucier de l'intérêt général. Quant aux États, totalement soumis aux exigences des classes possédantes, ils ont trouvé dans la transition énergétique un nouveau prétexte pour arroser de subventions les capitalistes de multiples secteurs.

Par tous les bouts, les classes populaires, qui consacrent une fraction importante de leur salaire ou de leur pension à se chauffer, s'éclairer ou se déplacer, paieront la transition énergétique mise en œuvre par et pour les grands groupes de l'énergie et de l'industrie

Pour résoudre la question du réchauffement climatique, il faudrait prendre des mesures concertées et cohérentes à l'échelle de toute la planète. Il faudrait évaluer les avantages et les inconvénients de chaque technologie, non pas à très court terme et pour défendre les intérêts de quelques compagnies privées, mais à long terme, en se préoccupant de l'ensemble de l'humanité. Cela exige un recensement des besoins et une planification de la production. Cela suppose de mettre un terme à la concurrence sauvage et aux folles lois du marché qui engendrent la spéculation.

Pour « sauver la planète », comme l'exige avec raison la jeunesse qui se mobilise, il n'y a pas d'autre solution que de placer les industriels sous le contrôle direct des travailleurs et de la population. Il faut supprimer le secret des affaires et le secret industriel. Chaque travailleur, quel que soit son poste ou ses responsabilités, doit pouvoir rendre public, sans risquer son emploi, tous les agissements dangereux dont il a connaissance. Cela ne peut être qu'une première étape avant de collectiviser l'ensemble des groupes capitalistes pour les soumettre à un plan commun de production répondant aux besoins de la population sans détruire la planète et, en économisant au maximum les ressources.